

MASTER PARCOURS DROITS AFRICAINS

Master Droit comparé

L'Afrique reste mal connue. Peut-être est-ce du au fait qu'on en parle au singulier alors que, sur bien des points, il conviendrait de parler d'Afriques. C'est cette pluralité des Afriques sur le plan juridique que le Master entend interroger afin de mieux appréhender la vie juridique qui se meut sur ce socle géologique et former les juristes qui s'y intéressent. Car les droits en Afrique sont pluriels et entretiennent des rapports particulièrement complexes auxquels les relations juridiques doivent obéir pour se déployer intelligemment et efficacement.

Le master 2 indifférencié **Droits africains** est destiné aux étudiants désireux d'acquérir une culture et une méthodologie juridiques approfondies leur permettant de maîtriser les systèmes et enjeux juridiques africains, pour travailler en Afrique ou en relation avec elle.

Cette formation est axée sur l'étude de la pluralité des droits africains à partir non seulement des textes et des institutions formelles, mais aussi des pratiques qui se trouvent fréquemment en décalage avec le droit « officiel » inspiré ou hérité en partie des systèmes juridiques des puissances coloniales.

Le champ de la formation, qui se défie des frontières entre droit public et droit privé, recouvre ainsi les différentes formes et sources de droit applicables dans les États africains : droit international ; droit continental africain ; droits sous-régionaux ; droits étatiques ; droits coutumiers et traditionnels. Sont par ailleurs pleinement prises en compte les diverses formes du droit : droit écrit et non écrit, droit formel et informel.

Issu du plus ancien diplôme national français relatif à l'Afrique, à savoir le DEA d'Études africaines, le master 2 indifférencié Droits africains est une formation de haut niveau dédiée aux problématiques juridiques africaines, alliant approche fondamentale et acquisition d'une expertise juridique pointue sur les grands enjeux contemporains des droits africains.

L'approche retenue, tout en étant principalement juridique, se veut pluridisciplinaire, prenant en compte les apports de l'histoire, des sciences politiques et de l'anthropologie du droit.

Du point de vue de son contenu, la formation consiste, d'une part, en l'étude des systèmes juridiques africains et, d'autre part, en celle des dispositifs juridiques en rapport avec les grands enjeux contemporains en Afrique. Dans la première perspective sont abordées la question des sources du droit et de leur production, ainsi que celle des acteurs du droit et de l'ingénierie juridique dans des

contextes marqués par le pluralisme juridique. Dans la deuxième perspective, sont étudiés les droits relatifs aux ressources naturelles et à l'énergie, à l'environnement et au changement climatique, à la terre et aux questions foncières, à la paix et à la sécurité, aux transitions démocratiques, à la lutte contre les délinquances et criminalités économiques et financières.

Le Master 2 **Droits africains** est affilié à l'IREDIES, Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne. Les membres de l'équipe participent également aux recherches menées par le Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude la mondialisation et du développement (GEMDEV).

Pour plus de précision sur les objectifs de la formation, voir le site du master 2 : <https://www.pantheonsorbonne.fr/diplomes/master-2-droits-africains/>

Avertissement : la description du contenu des semestres 1 et 2 qui figure dans la rubrique "PROGRAMME" en bas de la présente page correspond au programme 2024/2025. Pour avoir accès au programme 2025/2026 cliquez sur le lien ci-dessous :

[MASTER 2 DROITS AFRICAINS](#)

Infos pratiques

Composante : EDS - Dépt. droit international, européen et comparé

Durée : 2 ans

Crédits ECTS : 120

Campus : Campus Port-Royal - centre Lourcine

En savoir plus :

Master 2 Droit comparé, spécialité droits africains

<https://droit-master-droitsafricains.pantheonsorbonne.fr/>

et droit international, y compris africain. Au total ils sont capables aussi bien de penser et de construire le droit que de fournir des expertises juridiques ciblées dans les champs majeurs des droits africains.

En termes d'insertion professionnelle, le master 2 **Droits africains** prépare tant aux métiers de la recherche et de l'enseignement supérieur, via la préparation ultérieure d'une thèse et des concours de recrutement, qu'aux fonctions de juriste africaniste dans de nombreux cadres : expertise et consultation nationales, régionales et internationales, à titre individuel ou dans le cadre de bureaux d'études, de cabinets de consulting, de cabinets d'avocats, d'organismes de coopération ou encore d'ONG ; métiers du palais, y compris d'avocat ou de juge national ou international ; carrières diplomatiques ; carrières au sein des organisations internationales notamment africaines ; carrières de la haute fonction publique nationale.

Présentation

Objectifs

Les étudiants du master 2 **Droits africains** sont formés à évoluer dans les systèmes juridiques variés qui existent en Afrique : système de *civil law* ou de *common law*, système de droit musulman ou de droit socialiste, etc. Ils sont aussi aptes, dans la conception des solutions juridiques autant que dans leur mise en œuvre, à articuler les différents éléments des environnements juridiques complexes qui caractérisent à divers degrés les États africains : droits étatiques, normes et pratiques coutumières

Les + de la formation

ADOSSEMENT RECHERCHE – Le Master 2 Droits africains est rattaché à l'Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne (IREDIES), laboratoire de recherche d'excellence de l'École de Droit de la Sorbonne <https://iredies.pantheonsorbonne.fr/>].

VIE INTELLECTUELLE – Outre les enseignements figurant au programme, les étudiants du Master 2 ont l'opportunité

de participer à de nombreux évènements scientifiques et académiques en lien avec les droits africains : conférences, journées d'études, colloques, sessions d'information et de formation continue. Chaque promotion est également partie prenante, à travers l'association des étudiants, à l'organisation des évènements initiés par le Master 2 : conférences d'actualité sur les droits africains, activités de clinique juridique, etc.

PARTENARIATS – Le Master 2 Droits africains a bénéficié et bénéficie encore du concours d'institutions et organismes prestigieux : universités, cabinets d'avocats, institutions publiques, entreprises privées (voir ci-après, Équipe pédagogique, rétrospective). Il a entrepris, pour l'avenir, de développer un réseau de partenaires institutionnels pérennes, à l'action multidimensionnelle. Le premier partenariat de ce type a été noué avec le Cabinet ASAFO & CO.

UNE ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE D'EXCEPTION

Formée d'universitaires et de professionnels des droits africains...

Les universitaires



Pr J.F. AKANDJI-KOMBE
Univ. Paris 1, Directeur du M2



Pr Doyen A. AKAMAKAM
Univ. de Douala



Pr. A. AYEWOUADAN
Univ. de Lomé



Pr S. BOLLE
Univ. de Montpellier



Pre M. CARDILLO
Univ. de Nantes



Pre L. DUBIN
Univ. Paris 1



Pre D. GNAMOU
Univ. d'Abomey Calavi



Pr P.E. KINFAÏCK
Univ. de Yaoundé 2



Pr J. MATRINGE
Univ. Paris 1



Pr X. PHILIPPE
Univ. Paris 1



Pr A. SOMA
Univ. Thomas Sankara (Ouaga)



Mme A. TOUBLANC, McF-hdr
Univ. Paris 1

Les professionnels

Que ce soit dans le cadre des cours-séminaires, des conférences thématiques ou de conférences de méthodes, les étudiants du master 2 Droits africains bénéficient de l'accompagnement de nombreux professionnels : avocats, magistrats nationaux et internationaux, fonctionnaires internationaux, cadres d'entreprise, responsables d'ONG, etc.

Actuellement, le master 2 a noué un partenariat institutionnel avec le Cabinet ASAFO & CO et avec le Cabinet CMS Bureau Francis Lefebvre.

Rétrospective...

Sont également intervenus dans le M2 Droits africains, et susceptibles d'y intervenir à nouveau, les personnalités suivantes :

- ADAM M., Counsel, McDermott Will & Emery LLP
- AKELE-ADAU P. (†), Professeur à l'Université de Kinshasa
- ANTONOPOULOS D., Head of Strategy & Offer, Middle East – Africa Region, Axa Assistance Holding
- BACHAND R., Professeur de droit international, Université du Québec à Montréal
- BAKANDEJA G., Professeur, Université de Kinshasa
- BASTOS B., Partner at ASAFO & CO
- BEN ACHOUR R., Professeur émérite de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, juge à la Cour africaine des droits de l'homme
- BOCHE M., Expert en gouvernance foncière au ministère des Affaires étrangères et du développement international
- BOILLEY P., Professeur d'histoire, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directeur de l'Institut des mondes africains (IMAF)
- D'ALMEIDA D., avocat senior, CMS bureau Francis Lefebvre
- DEZOBRY G., Maître de conférences en droit public, Université d'Amiens
- FALL I. M., Professeur à l'Université Cheikh Anta Diop
- GABAS J.-J., Chercheur au CIRAD, ancien président du GEMDEV
- GANDONOU D., Professeure de droit public, Université de Parakou
- GAUDU S., Partner at ASAFO & CO

- HUGON A., Maître de conférences, histoire et civilisation, Université Paris 1
- JACQUEMOT P., Président du GRET-Professionnels du développement solidaire et du Groupe Initiatives, chercheur associé à l'IRIS, ancien ambassadeur de France, ancien directeur du développement au Ministère français des affaires étrangères
- JOUAIDI N., Partner at ASAFO & CO
- KAMARA M., Professeur à l'Université Cheikh Anta Diop, Agrégé des facultés de droit
- KAMTO M., Professeur de droit public, Université de Yaoundé II, ancien Président de la Commission du droit international
- LECAT J.-J., avocat associé, CMS bureau Francis Lefebvre
- LUILIER G., Professeur à l'Ecole Normale Supérieure de Rennes, responsable scientifique du programme de la FMSH Paris sur la mondialisation du droit
- MANCUSO S., Professeur de droit public, Université de Cape Town
- MARCHESIN P., Maître de conférence en science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- MARIELLE N., Avocat senior, CMS bureau Francis Lefebvre
- MARLY P., Avocat associé, CMS bureau Francis Lefebvre
- METOU B., Professeure à l'Université de Yaoundé II, vice-rectrice de l'Université de Dschang
- MICHAILOF S., Chercheur associé à l'IRIS, administrateur du GRET, ancien directeur exécutif chargé des opérations de l'AFD et vice-président de Proparco, ancien directeur opérationnel et conseiller principal à la Banque mondiale
- MIRANDA METOU B., Professeure de droit public, Université Yaoundé II
- MUBIALA M., Human Rights Officer, Africa Section II, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
- NAIRAC C., Partner, Paris, White & Case LLP
- NDEDE M., Professeur à l'Université de Nantes, Directeur du Centre de droit maritime et océanique
- NICOLAU G., Professeur de droit privé, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directrice du master 2 d'anthropologie du droit
- NIYUNGEKO N., Professeur à l'Université de Bujumbura, juge à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, ancien Président de la Cour
- NTAMPKA C., Avocat au barreau de Bruxelles, Chargé d'enseignement à l'Université de Namur
- ONDOUA A., Professeur à l'Université de Yaoundé 2, Doyen de la Faculté de droit de l'Université Yaoundé 2
- RIGAUDEAU B., Avocat collaborateur chez Lalive, Commission CCI sur les nouvelles routes de la Soie
- ROCHEGUDE A., Professeur associé de droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

- ROGLEV L., Associé chez DANS Avocats
- SIMEANT J., Professeure de science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directrice du master en études africaines
- TRAORE S., Professeur à l'Université Gaston Berger de Saint Louis, Sénégal

Organisation

Contrôle des connaissances

Le contrôle de connaissance se fait par contrôle continu dans chaque matière, contrôle continu auquel s'ajoute, outre la soutenance du mémoire ou du rapport de stage, un grand oral de culture générale africaniste

Stages

Stage : Facultatif

Durée du stage : Minimum 2 mois équivalent temps plein

Stage à l'étranger : Facultatif

Pour valider le Master 2, les étudiants doivent soit soutenir un mémoire (celui-ci est exigé afin de pouvoir se porter candidat pour un financement de thèse par l'Université), soit faire un stage sanctionné par un rapport de stage soutenu, comme le mémoire, devant des enseignants du master.

Membres de l'équipe pédagogique

DIRECTEUR DU MASTER

Jean-François Akandji-Kombé

Professeur des Universités

[✉ Jean-Francois.Akandji-Kombe@univ-paris1.fr](mailto:Jean-Francois.Akandji-Kombe@univ-paris1.fr)

SECRETARIAT

[✉ scol-M2iec-euro.eds@univ-paris1.fr](mailto:scol-M2iec-euro.eds@univ-paris1.fr)

Pour l'équipe pédagogique, voir ci-dessus...

Admission

Conditions d'admission

Le master 2 **Droits africains** est ouvert aux titulaires d'un master 1 en droit obtenu dans une université française ou étrangère, en particulier africaine. Ledit master 1 doit avoir sanctionné une formation en droit dans l'enseignement supérieur d'une durée d'au moins quatre ans, ou toute autre formation jugée équivalente.

La sélection des candidats se fait sur dossier. Une attention particulière est portée non seulement au cursus antérieur des candidats, mais également à leur « profil africaniste », lequel sera apprécié à la lumière de leur motivation et de leur projet professionnel.

Une maîtrise de la langue anglaise est vivement souhaitée. Le niveau de maîtrise doit permettre à l'intéressé d'utiliser cette langue comme langue de travail.

Modalités d'inscription

Les candidatures sont à présenter **exclusivement** via la plateforme eCandidat. Pour accéder, cliquer sur le lien suivant : <https://ecandidat.univ-paris1.fr>

Tarifs

Tout savoir sur [les montants des droits universitaires](#)

[N° RNCP : 38169](#)

MASTER - Droit comparé (fiche nationale)

Date d'enregistrement : 12/07/2021

Date d'échéance : 31/12/2028

Certificateur : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Et après

Poursuite d'études

Les titulaires du diplôme de Master peuvent poursuivre en Doctorat.

Insertion professionnelle

Le Master **Droits africains** permet d'envisager un certain nombre de débouchés, notamment les suivantes :

- Bureaux d'études et cabinets de consulting ;
- Cabinets d'avocats nationaux et internationaux ;
- Expertise et consultation nationales, régionales et internationales à titre individuel ;
- Juridictions africaines nationales, sous-régionales et continentales
- Juridictions internationales ;
- Juriste d'entreprise en Afrique ou en rapport avec l'Afrique ;
- Organisations internationales et organisations d'intégration africaines ;
- (Hautes) fonctions publiques nationales africaines ;
- Organisations non-gouvernementales ;
- Services juridiques des ministères des Affaires étrangères et des organismes publics de coopération avec l'Afrique ;
- Chambres de commerce ;
- Recherche académique (thèse) et non-académique.

Ce que sont devenus certains de nos anciens :

- Docteurs
- Doctorants à l'Université Paris 1, à l'Université de Colombie britannique, à l'Université Paris 10
- Plusieurs avocats, notamment chez Norton Rose Fullbright, Asafo & Co, Charles Russell Speechlys LLP, CMS Francis Lefebvre Avocats, Cloix & Mendès-Gil
- Plusieurs élèves avocats
- Conseillère juridique en Côte d'Ivoire
- Legal Counsel - transactions chez OCP SA
- Interprète à la Cour nationale du droit d'asile et à l'OFPRA
- Gestionnaire de sinistre
- Responsable fiscale - Zone Afrique - Branche MS, Total
- Cheffe de projet Migrants Caritas Mauritanie
- Juriste, droit des affaires internationales à Canal + International
- Juriste Corporate / M&A chez In Extenso
- Référente juridique opérations internationales
- Legal Manager - Francophone Africa chez Helios Towers
- Juriste spécialiste en droits humains
- Juriste Droit des affaires et du Contentieux
- Chargée de programme et recherche de financement chez Village Pilote
- Assistante en ressources humaines
- Rédactrice chez Leaders LeagueEtat-major des armées

- Juriste-contrats au sein d'une entreprise de services pétroliers, Bucarest
- Conseil juridique et fiscal chez EY
- Conseillère Banque travelex
- Juriste international. Canal+ International. Gestionnaire de projets et de partenariats - Secrétaire Générale d'Initiative For Africa

Programme

Master 1ère année Droit comparé et droits étrangers

Semestre 1

UE 1 S1	17 crédits	
Comparative law sans TD		33h
Histoire de la pensée juridique		33h
1 matière au choix		
Droit international des espaces et de l'environnement		49,5h
Droit international économique 1		49,5h
Droit international privé 1		49,5h
1 matière au choix		
Droit civil allemand		33h
Droit international des espaces et de l'environnement		49,5h
Droit international économique 1 sans TD		33h
Droit international privé 1 sans TD		33h
Philosophie du droit		33h
UE 2 S1	13 crédits	
Droit comparé en Afrique	3 crédits	33h
Droit public comparé	3 crédits	33h
Methodologie de la recherche & documentation juridique		9h
1 matière au choix		
Droit international des espaces et de l'environnement		49,5h
Droit international économique 1 sans TD		33h
Droit international privé 1 sans TD		33h

Semestre 2

UE 1 S2	15 crédits	
Common law		33h
1 langue étrangère au choix		
Anglais UFR 07 S2		
1 matière au choix		
Arbitrage et MARD		49,5h
Droit international économique 2		49,5h
Droit international privé 2		49,5h

Protection internationale et euro des droits de l'Homme		49,5h
1 matière au choix		
Droit allemand		33h
Droit du travail comparé	3 crédits	33h
Droit public comparé des affaires		33h
International Contracts		33h
UE 2 S2	15 crédits	
Droit comparé en Asie	5 crédits	33h
1 matière au choix		
Droit allemand		33h
Droit du travail comparé	3 crédits	33h
Droit public comparé des affaires		33h
International Contracts		33h
1 matière au choix		
Arbitrage et MARD		49,5h
Droit international économique 2		49,5h
Droit international privé 2		49,5h
Protection internationale et euro des droits de l'Homme		49,5h

Master 2ème année Droits africains

Semestre 3

UE 1 : Produire du droit en Afrique	15 crédits	
Les processus de production du droit en Afrique	7 crédits	24h
Les sources du droit en Afrique	8 crédits	24h
UE 2 : Mettre en œuvre le droit en Afrique	15 crédits	
Articulation des processus juridiques étatiques, tradi relig	8 crédits	24h
La place des acteurs étrangers et internationaux	7 crédits	24h

Semestre 4

UE 1 Aspects contemporains 1 : maîtrise espaces ressources	10 crédits	
Droit de la terre et droit foncier	4 crédits	18h
Droit de l'environnement et du changement climatique	3 crédits	18h
Droit des ressources naturelles et de l'énergie		24h

UE 2 Aspects contemporains 2 : La gestion des crises **10 crédits**

Droit de la paix et de la sécurité en Afrique	4 crédits	18h
Droit des « transitions démocratiques »	3 crédits	18h
Lutte contre les délinquances et criminalités économiques	3 crédits	18h

UE 3 Grand oral et mémoire ou stage **10 crédits**

Choix Mémoire ou stage S4		
Mémoire		
Stage		
Grand jury africaniste	5 crédits	